

Pays de Montbéliard : un désert médical ?

Il y a quelques années, la plupart des élus locaux ont donné leur bénédiction au remplacement des hôpitaux de Belfort et Montbéliard par un hôpital médian, en faisant confiance au secteur privé pour garantir une offre de soin de proximité.

Mauvaise pioche : après la clinique Laennec, c'est celle des Portes du Jura qui a fermé en octobre dernier. 104 salariés se retrouvent sur le carreau à cause d'un désaccord sur le partage du gâteau entre le groupe KAPA gestionnaire et la SCI propriétaire des locaux, sous les yeux gourmands du groupe DRACY, vrai-faux repreneur qui reste en embuscade. Triste gâchis, bien éloigné de la notion de service public.

Si rien n'est fait, le Pays de Montbéliard sera un désert médical après le déménagement de l'hôpital programmé pour la fin de l'année.

Et, outre son éloignement, l'hôpital médian apparaît déjà incapable de répondre convenablement aux besoins de la population : nombre de lits insuffisant, manque de médecins, manque de personnel, sans parler des conditions d'accès (desserte bus inadaptée, bretelle d'autoroute saturée, parking payant ...)



Les responsables de PMA, qui n'ont tiré aucune leçon de la fermeture de la clinique, font aujourd'hui les yeux doux au groupe DRACY qui gère déjà la Clinique de la Miotte à Belfort, pour qu'il vienne installer un service de chirurgie dans des locaux montbéliardais qui seraient financés par les fonds publics. Une solution au frais du contribuable et qui est bien loin de répondre au problème posé.

La proposition CGT

Afin d'éviter que le Pays de Montbéliard ne devienne un désert médical, avec tous les soucis que cela crée pour la population, le groupe de travail constituée par la CGT, avec la participation de la CGT Hôpital et de notre section de retraités, met en débat :

La création à Montbéliard d'une Maison Médicale d'Urgences et de Soins

- Qui assurerait les urgences non vitales, et les soins de suite (notamment soins après opérations).
- Sous la responsabilité de l'hôpital public, ouverte 24 heures sur 24.
- Qui pourrait reprendre une partie du personnel de l'ex-clinique.
- Qui pourrait, au moins dans un premier temps, être installée dans les locaux actuels de l'hôpital Bouloche, ce qui solutionne la question de délai de construction d'une nouvelle structure.
- Elle assurerait donc un service de proximité et désengorgerait l'hôpital médian.

Un projet à débattre, à améliorer, et à défendre pour garantir une offre de soins publique de proximité !

17 janvier : Comme des lions !

Le 17 janvier, la salle du Colisée était comble pour la projection en avant-première du film « Comme des Lions ». Une histoire de femmes et d'hommes, ouvrières et ouvriers de PSA Aulnay, qui ont lutté pendant 2 ans contre la fermeture programmée de leur usine.

La réalisatrice nous emmène au cœur de la lutte, dans les discussions entre salariés, dans les assemblées de grévistes, entre grévistes et non-grévistes. Des moments d'émotions, des moments de tensions, des moments de franche rigolade. On y voit l'intelligence collective qui permet de déjouer les chausse-trappes de la direction, et dénouer la question du recours ou non à des actions violentes.

La projection a été suivie d'un débat avec la réalisatrice, Françoise Davisse et deux des protagonistes du film (Salah Keltoumi et Philippe Julien), qui se complétaient très bien.

Aulnay à hauteur d'hommes

« Comme des lions », c'est le titre d'un film documentaire racontant deux ans d'engagement des salariés du site PSA d'Aulnay-sous-Bois contre la fermeture de leur usine. Questions à Françoise Davisse, sa réalisatrice.

Ce film de 115 minutes sera projeté dimanche 17 janvier au cinéma Le Colisée à Montbéliard à partir de 18 h 45 euros. À ce propos, le Centre Art et Essai en présence de la réalisatrice et aussi de Salah Keltoumi, ex-salarié d'Aulnay, qui a depuis rejoint le site PSA de Montbéliard, et de Philippe Julien, ex-secrétaire de la CGT-Aulnay. La projection sera suivie d'un débat.

À quel « message » faites-vous référence ?

À ceux de Philippe Varin, l'ancien président du directoire, dès l'annonce de la fermeture d'Aulnay, il a affirmé que le dialogue social serait exemplaire, qu'il y aurait une solution pour chacun des 1 000 salariés dont le poste était en question. Ce dialogue n'a jamais existé. Il n'y a eu que la création rapide de nouvelles embauches à l'étranger. Or ces propositions n'ont pas été suivies. Le salaire des salariés est toujours dans une phase de reclassement, pour ne pas dire à l'échec. Il est parfois suivi de formations, mais des formations un peu bidon, qui se ont débouché sur rien de concret. Le site aujourd'hui ne compte pas plus de dix nouveaux emplois.



Est Républicain 16 janvier 2016

Belle réussite que cette soirée, initiée par notre section en partenariat avec les associations l'Atelier et le Cinéma et rien d'autre. A renouveler à l'occasion d'autres films ...

23 janvier : contre le projet de parking payant à l'hôpital

Le Conseil d'Administration du futur hôpital médian a opté pour un parking payant assorti d'une période de gratuité de 2 heures ½. Cette période de gratuité est à mettre à l'actif de ceux qui avait dénoncé le projet initial.

Pour autant la solution proposée ne nous convient pas :

- Qui pense, quand on a un enfant en bas âge hospitalisé suite à un accident ou une opération, qu'on ne reste que deux heures ½ auprès de lui ?
- Lorsqu'un mari amène sa femme sur le point d'accoucher à la maternité, qui pense qu'il sera reparti 2 heures et demie après ?
- Qui peut dire, quand il amène un proche aux urgences, qu'il n'y restera pas plus de 2 heures et demie ?

Le témoignage publié dans l'Est Républicain du 22 janvier 2016 d'une dame de 73 ans, restée 10 heures sur un brancard illustre une situation que de nombreuses familles ont connue. Il n'y a pas besoin d'y rajouter, pour le mari qui a passé la nuit auprès de son épouse l'obligation de passer à la caisse au petit matin.

Bruno Lemerle
Responsable de la section retraités CGT PSA Sochaux

« Nous demandons la gratuité totale du parking de l'hôpital »

- Qu'est-ce qui a motivé la CGT à voter contre la proposition de gratuité pour une durée de deux heures trente du parking du futur hôpital médian de l'Aire urbaine ?

- Sur le principe, ce n'est pas acceptable. Cette proposition ne répond pas à la totalité du problème. Quid des parents qui ont un enfant en bas âge hospitalisé ? Ou d'un mari qui emmène sa femme qui est sur le point d'accoucher ? Qui doit passer ces heures ?



■ Bruno Lemerle.
Photo d'archives Lionel VADAM

Est Républicain 23 janvier 2016

Notre prise de position pour la gratuité rencontre de nombreuses réactions positives des usagers.

29 janvier : Rencontre avec le député F. Barbier

Pour attirer l'attention sur la situation des retraités, le 24 novembre, nous avons porté 80 centimes aux députés du Pays de Montbéliard (M. Bonnot et F. Barbier) correspondant à la ridicule augmentation de nos pensions après 3 ans de blocage !

En réponse, F. Barbier avait demandé à nous rencontrer.

Sans se faire d'illusion sur les résultats à attendre de ce genre de rencontre, six membres de notre section ont donc rencontré le député. Nous lui avons fait part de nos propositions pour améliorer la situation des retraités (revalorisation des pensions, remise en cause des lois Balladur, Fillon, Sarkozy, Ayrault, défiscalisation des cotisations mutuelle ...) et de l'inquiétude des retraités devant le désert médical que devient le Pays de Montbéliard. Nous en avons profité pour lui dire notre indignation devant la condamnation des salariés de Goodyear et la remise en cause du Code du Travail et des 35 heures.



RETRAITE :

STOP

au Foutage de gueule !



En préparation

Soutien aux Goodyear jeudi 4 février **à 16H30 devant la Sous-préfecture de Montbéliard**

Défendre son emploi n'est pas un crime ! Nous sommes scandalisés par la condamnation de 8 ouvriers de Goodyear à 9 mois de prison ferme pour *séquestration* au cours de leur lutte contre la fermeture de l'usine d'Amiens. Alors qu'un accord avait finalement été trouvé, et que les 2 cadres et la direction Goodyear ont reconnu qu'il n'y a eu aucune violence et ont retiré leurs plaintes.

C'est le procureur (qui est sous la tutelle du ministère) qui a décidé de faire un exemple. M. Valls ne lui a-t-il pas donné un feu vert implicite en traitant les grévistes d'Air France de voyous ?

Combien de fois en 1936, en 1968 ou dans d'autres grèves les salariés ont été obligés d'occuper leurs usines et de séquestrer les dirigeants pour être enfin entendus, et pour faire avancer nos droits à tous ?

Alors que la violence patronale reste impunie, alors que les Cahuzac sont traités avec clémence et considération, c'est la première fois depuis un demi-siècle, et sous un gouvernement dit de gauche que des militants syndicaux ouvriers sont condamnés à de la prison ferme !!

Ils font appel de ce jugement inique. Le soutien s'organise et la pétition a déjà recueilli 150 000 signatures sur internet. Pour ceux qui ne l'ont pas encore signé, vous trouverez ci-joint une version papier. N'hésitez pas à la faire signer autour de vous et à l'apporter jeudi au rassemblement.



Assemblée Générale jeudi 18 février **De 8H15 à 12H30 au Foyer municipal d'Audincourt**

Vous êtes déjà 80 à avoir répondu à notre petit questionnaire. Merci.

- Nous avons 75 inscrits pour l'AG et/ou le repas.
- 26 sont d'accord pour participer au collectif d'animation de la section en 2016
- 38 souhaitent recevoir le journal national des retraités CGT « Vie Nouvelle »
- 7 ont choisi de baisser le montant de leur cotisation, 11 ont choisi de l'augmenter. Pour ceux qui sont en prélèvement automatique bimensuel, le nouveau montant sera effectif en mars.



Les retardataires peuvent encore se manifester. Mais rapidement, car nous devons impérativement confirmer la commande des repas le 8 février. Appelez le syndicat (Bérénice au 03 81 94 25 90).

Cette AG sera une rencontre importante pour faire le point de notre activité et décider de nos priorités pour l'année qui vient. Venez vous informer, donner votre avis et partager un moment de convivialité.

Mercredi 24 février pour l'accès aux soins

Le Pays de Montbéliard risque de devenir un désert médical, où les seules oasis seront sous la coupe du secteur privé (voir l'édito).

Avec la CGT de l'Hôpital, la CGT Santé, les unions locales et départementales concernées (25, 70, 90) nous préparons une conférence de presse le mercredi 24 février à l'Union Locale pour faire des propositions alternatives, et nous réfléchissons à la création d'un Comité d'Usagers pour réunir plus largement toutes celles et tous ceux qui veulent agir ensemble pour garantir une offre de soins publique de proximité.

La journée nationale d'action unitaire des retraités du jeudi 10 mars sera l'occasion d'enfoncer le clou.

Du côté de Sochaux et du groupe PSA

Le mois de janvier a été marqué par

▪ La signature du contrat entre PSA et l'Iran

La direction PSA avait interrompu les livraisons de CKD (voitures en kit à monter sur place) en 2012 suite à l'accord avec Général Motors, pour se conformer aux directives américaines. Depuis, l'Iran produit ses voitures avec des pièces fabriquées localement et en Asie. Le nouveau contrat ne permettra donc pas de redonner durablement de l'activité aux usines en France et à Vesoul.

A l'occasion de la visite du président iranien en France, les confédérations CGT, CFDT, CFTC, CFE/CGC, FSU, Solidaires, UNSA ont adressé une lettre ouverte à M. Hollande pour attirer l'attention sur les syndicalistes pourchassés et emprisonnés en Iran.

▪ La poursuite de la politique d'externalisation du PDG, C. Tavares

PSA annonce qu'une partie des services informatiques de Sochaux va être transférée à l'entreprise Capgemini, et que l'usine Faurecia d'Audincourt sera vendue à Plastic Omnium. Cette politique n'est pas sans conséquence. PSA en attend une baisse des coûts basée principalement sur un statut social inférieur dans l'entreprise qui reprend l'activité. Cette politique qui frappait avant les secteurs ouvriers de fabrication vise aussi maintenant les activités de techniciens et d'ingénieurs.

▪ Le fractionnement imposé des congés 2016

Pour économiser sur les stocks, la direction de Sochaux veut n'arrêter la production que 3 semaines en été, et utiliser les autres jours de congés en les plaçant à sa guise dans les périodes creuses. La CGT s'oppose à ce fractionnement imposé des congés et demande le respect des 4 semaines consécutives pour ceux qui le souhaitent. Une pétition dans ce sens a réuni près de 2000 signatures. Lors du vote des délégués du personnel, 4 autres délégués ont refusé les consignes de leurs syndicats et voté avec la CGT, mais cela n'a pas suffi pour faire échec à la direction.

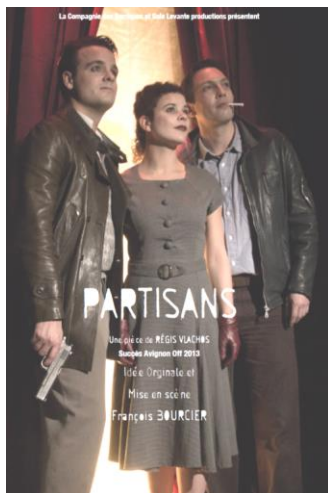
▪ La participation de PSA à la Mutuelle passe de 35 à 50 %

C'est un petit succès pour notre syndicat : Dans les négociations sur la complémentaire santé Vitali, en 2011 nous avons mis comme condition ces 50 % à la charge de l'employeur, alors qu'à l'époque les autres syndicats avaient signé pour 25 % !

Pour les salariés (y compris ceux qui sont en congé-senior) cette hausse de la part-employeur permet une baisse de la cotisation déduite du salaire. Pour les retraités, cela ne change rien puisque PSA continue de ne rien verser pour notre mutuelle. Les prestations Vitali restent inchangés.

▪ L'ouverture des discussions salariales 2016

Alors que les résultats financiers sont au vert et que la marge opérationnelle bat des records, les salariés sont toujours au pain sec du NCS (accord de compétitivité). La direction va tenter de camoufler une augmentation minable derrière des primes d'intéressement et de participation à la hausse. Chacun sait que ce genre de primes est aléatoire et ne compte pas pour la retraite. Pour autant notre section devra rester vigilante pour que les salariés en congé-senior ne soient pas exclus du dispositif.



A noter sur votre agenda

Jeudi 4 février à 16 H 30 : Soutien aux Goodyear Sous-préfecture Montbéliard

Jeudi 4 février à 20 H à la MJC de Valentigney : Partisans ! Pièce de théâtre sur le programme du Conseil National de la Résistance. Entrée libre.

Jeudi 18 février : Assemblée Générale à 8H15 Foyer Municipal Audincourt.

Mercredi 24 février à 10H30 : Conférence de presse sur l'accès aux soins. A l'Union locale, 47 rue des Mines, Audincourt

Jeudi 25 février à 14 H : Réunion mensuelle du Collectif d'animation de la section. Au-dessus du syndicat.

Jeudi 10 mars : Journée nationale d'action unitaire pour le pouvoir d'achat et les droits des retraités et futurs retraités.